

SANTÉ PUBLIQUE/PUBLIC HEALTH

ÉVOLUTION DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE LORS DE L'ÉMERGENCE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE GRAND ABIDJAN (MARS 2020-MAI 2021)

EVOLUTION OF GENDER-BASED VIOLENCE DURING THE EMERGENCE OF COVID-19 PANDEMIC IN GREATER ABIDJAN (MARCH 2020-MAY 2021)

Solange AMÉTHIER*, Savané Sita KROMAN, Baba SANGARÉ, Djibril CHÉRIE, Florence KADJO, Daouda COULIBALY, Bi Vroh Joseph BÉNIÉ

RÉSUMÉ Une enquête du ministère de la Famille a montré en 2018 l'importance des violences basées sur le genre (VBG) dans l'agglomération du Grand Abidjan (5 millions d'habitants). Les travailleurs sociaux employés pour ce travail ont été mobilisés lors de la pandémie de Covid-19 pour sensibiliser la population et l'aider dans la lutte contre le SARS-CoV-2 tout en poursuivant leur action contre les VBG. Ce sont les résultats recueillis qui font l'objet de cet article. Le nombre de viols est passé de 41 pour la période de janvier 2019 à février 2020 à 77 pour la période de mars 2020 à avril 2021, celui des agressions sexuelles de 4 à 7 et celui des agressions physiques de 139 à 171. Cette évolution n'est pas liée à celle de la Covid-19 ni à la commune concernée.

Mots clés: Violences basées sur le genre, Covid-19, Grand Abidjan, Afrique subsaharienne

ABSTRACT In Côte d'Ivoire, a country of 28 million inhabitants in West Africa, a survey conducted by the Ministry of the Family in 2018 showed the extent of gender-based violence (GBV) in the Greater Abidjan area (5 million inhabitants), the country's economic capital. The social workers employed for this work were mobilized during the Covid-19 pandemic to raise awareness and help the population fight against SARS-CoV-2. The results collected by these workers during the first period (January 2019 - February 2020) and the second period (March 2020 - April 2021) are the subject of this article.

From the first period to the second, the number of rapes increased from 41 to 77, sexual assaults from 4 to 7, physical assaults from 139 to 171, and forced marriages from 4 to 7. In total, the social workers helped 303 victims during the pre-pandemic period and 402 during the pandemic. This evolution varies from municipality to municipality in the Greater Abidjan area, and is not related to the number of inhabitants per municipality and without any link with the frequency of Covid-19 in each municipality. Despite possible biases, this study highlights a major health problem, GBV, and demonstrates the probable negative effects of the pandemic.

Keywords: Gender-based violence, Covid-19, Greater Abidjan area, Sub-Saharan Africa

INTRODUCTION

La Côte d'Ivoire, pays d'Afrique de l'Ouest, compte 28 millions d'habitants en 2021, dont 5 millions dans le district de la capitale économique Abidjan [4]. Le premier cas de Covid-19 a été déclaré dans le pays le 11 mars 2020. Le 30 septembre 2020 la Côte d'Ivoire avait déclaré 19 724 cas et 120 décès et le 17 avril 2021, 45 560 cas et 274 décès, soit une létalité de 0,6 % [2].

Une enquête nationale sur les violences faites aux jeunes en Côte d'Ivoire, réalisée entre avril et septembre 2018, avait montré l'importance des violences faites aux enfants et aux jeunes. Ainsi, chez les 18-24 ans, 19,2 % des filles et 11,4 % des garçons ont subi une violence sexuelle; 47,1 % des filles et 60,8 % des garçons ont subi une violence physique. En outre, 19,0 % des filles et 15,5 % des garçons ont subi une violence émotionnelle avant leurs 18 ans [3].

Dès 2019, des travailleurs sociaux du ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant ont alors été mobilisés dans les districts sanitaires du Grand Abidjan pour prendre en charge tous les patients qui signalaient une violence basée sur le genre (VBG). À cette occasion, ils remplissaient un questionnaire détaillé sur les faits et suivaient ensuite ces victimes sur les plans médical, psychosocial, matériel et juridique. Dans le cadre de la riposte à la pandémie de Covid-19, le Centre des opérations d'urgence de santé publique (COUSP), organe interministériel dont l'objectif est d'alerter, analyser et proposer des actions pour tout problème de santé, a fait intervenir ces travailleurs sociaux dans les centres de santé et les centres de dépistage de Covid-19 pour expliquer et faciliter l'application des mesures de prévention contre le SARS-CoV-2.

L'objectif de cette étude était de recenser les informations recueillies par ces travailleurs sociaux sur les VBG et d'évaluer les évolutions dans le temps entre 2 périodes successives, pré-pandémique puis pandémique, et d'en comparer les résultats afin d'objectiver une éventuelle influence de la crise sanitaire liée à la Covid-19 sur l'incidence des VBG.

MÉTHODES

Quarante-six (46) travailleurs sociaux (ce terme général regroupe dans cette étude les éducateurs spécialisés, les assistants sociaux et les éducateurs préscolaires) issus de 8 complexes socio-éducatifs du Grand Abidjan ont été mobilisés pour mener cette activité dans les districts sanitaires correspondant au Grand Abidjan. Les éducateurs spécialisés mènent principalement des actions pour aider les personnes en difficulté à agir sur elles-mêmes ou leur environnement. Les assistants sociaux aident les personnes à s'adapter aux changements de la société. Les éducateurs préscolaires organisent des activités collectives et personnelles pour les jeunes enfants. Les complexes socio-éducatifs sont chargés de la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfant, d'autonomisation des femmes et de promotion de la famille. Au nombre de 8, ils couvrent les communes, ou groupes de communes, de Koumassi, Port-Bouët, Treichville et Marcory, Adjamé et Attécoubé, Anyama, Abobo, Yopougon, Cocody et Bingerville. Les communes du Plateau et de Songon ne sont pas incluses dans cette étude.

Pendant la pandémie, outre des activités de communication et de sensibilisation, ces travailleurs sociaux ont accompagné les équipes médicales lors de l'annonce de cas confirmés de Covid-19 et de leur transfert sur les sites de prise en charge, et ont apporté assistance et accompagnement aux cas et à leurs contacts présentant un état de vulnérabilité.

Simultanément le recueil des cas de VBG, mis en place depuis 2019, a été réalisé avec un soutien social, psychologique, juridique et matériel. À cette fin, une fiche formulaire (guide d'entretien en annexe) a servi à recueillir les informations sur les VBG.

Les données ont été collectées pour la première période du 1^{er} janvier 2019 au 29 février 2020 soit 14 mois; et pour la seconde période pandémique du 1^{er} mars 2020 au 30 avril 2021 soit 14 mois.

RÉSULTATS

Durant la pandémie (période 2) les activités menées se résument ainsi :

- environ 386 000 personnes ont été sensibilisées au coronavirus et à sa prévention à l'aide de focus groups, de causeries communautaires et d'entretiens téléphoniques;
- 143 visites à domicile ont été réalisées lorsque les cas présentaient une extrême vulnérabilité (Covid et maladie chronique, décès d'un proche, appui en vivres et autres, stigmatisation, refus du confinement);
- 240 situations concernant la prévention et le traitement des cas de stigmatisation et de discrimination ont été gérés;
- les ONG et associations ont été accompagnées sur les mesures barrières et les idées reçues sur la Covid-19; mais aussi les écoutes et la gestion des cas de VBG pour les personnes dépistées lors des consultations ou suite à un signalement.

Concernant les VBG, les équipes ont enregistré et suivi durant la même période 57 cas de viol, 7 agressions sexuelles et 171 agressions physiques, 125 situations de violence psychologique/émotionnelle, 35 cas de maltraitance et 7 mariages forcés. Ces données ont été comparées (Tableau I) à celles de la première période pré-pandémique, recueillies dans les mêmes conditions pour ce qui est des VBG.

En valeur absolue, une augmentation du nombre de VBG a donc été relevée durant la période d'émergence de la pandémie de Covid-19. La proportion des viols, qui concernent quasi exclusivement le genre féminin, augmente légèrement: 14,2% des VBG en 2020 vs 12,3% en 2019. Il en est de même pour les agressions sexuelles et les mariages forcés. Les agressions physiques et les violences psychologiques sont aussi majoritairement subies par les femmes, mais plus fréquentes chez les plus de 18 ans. Seule la maltraitance est plus fréquente chez les garçons jeunes.

Les cas rapportés ont une distribution spatiale hétérogène sans lien apparent avec la fréquence des cas de Covid-19, comme le montre le Tableau II.

L'évolution du nombre de cas de VBG est différente selon les communes (Tableau III). Sous l'hypothèse d'une population stable (N.B.: il n'y a pas eu de recensement général de population entre 2014 et fin 2021 en Côte d'Ivoire), une augmentation significative des cas de VBG est constatée dans l'ensemble des communes étudiées du Grand Abidjan mais aussi au niveau du groupe de communes de « Treichville et Marcory » et dans celle d'Abobo pendant le début de la pandémie de Covid-19 et inversement une baisse significative à Anyama, Port-Bouët et Yopougon à la même période.

Tableau I : Distribution des cas signalés de violences basées sur le genre (VBG) en 2019-2020 puis en 2020-2021, Grand Abidjan

Table I: Distribution of reported cases of gender-based violence (GBV) in 2019-2020 and 2020-2021, Greater Abidjan

Type de VBG	Période 1 (janv. 2019_fév. 2020)					Période 2 (mars 2020_avril 2021)				
	Nb	Genre		Âge		Nb	Genre		Âge	
		F	M	< 18 ans	18 et +		F	M	< 18 ans	18 et +
Viol	41	41	0	36	5	57	56	1	50	7
Agression sexuelle	4	4	0	3	1	7	7	0	6	1
Agression physique	139	135	4	0	139	171	161	10	0	171
Maltraitance	27	2	25	27	0	35	0	35	35	0
Mariage forcé	4	4	.	3	1	7	7	0	5	2
Violence psychologique	118	72	46	0	118	125	95	30	0	125
TOTAL	333	258	75	69	264	402	326	76	96	306

Tableau II : Distribution par commune (ou groupe de communes) des cas de VBG et de Covid-19 de mars 2020 à avril 2021, Grand Abidjan

Table II: Distribution of GBV and Covid-19 cases by municipality (or group of municipalities) from March 2020 to April 2021, Greater Abidjan

Commune ou groupe de communes	Population estimée en 2021 [4]	Nb de cas de Covid-19 (p. 1 000 hab.)	Nb de cas de VBG (p. 1 000 hab.)
Adjamé et Attécoubé	739 430	3 654 (5)	48 (0,06)
Anyama	125 275	368 (2)	7 (0,05)
Cocody / Bingerville	573 332	19 217 (33)	23 (0,04)
Koumassi	505 256	1 856 (4)	10 (0,02)
Port-Bouët	488 415	1 438 (3)	10 (0,02)
Treichville / Marcory	411 118	10 448 (25)	47 (0,11)
Abobo	1 202 261	2 335 (2)	229 (0,19)
Yopougon	1 249 953	5 454 (4)	33 (0,02)
Total des 11 communes	5 295 040	44 770 (8)	407 (0,08)

Tableau III : Évolution des cas de VBG selon la commune (ou groupe de communes) entre les deux périodes d'étude, Grand Abidjan

Table III: Changes in GBV cases by municipality (or group of municipalities) between the two study periods, Greater Abidjan

Commune ou groupe de communes	Population estimée en 2021	Nb de cas de VBG de janvier 2019 à février 2020	Nb de cas de VBG de mars 2020 à avril 2021	Sens et proportion de variation	Degré de signification (p)
Adjamé et Attécoubé	739 430	46	48	+4,3	0,92
Anyama	125 275	23	7	-69,5	0,006
Cocody et Bingerville	573 332	29	23	-20,7	0,41
Koumassi	505 256	9	10	+11,1	0,81
Port-Bouët	488 415	29	12	-58,6	0,01
Treichville et Marcory	411 118	18	47	+161,1	5,10 ⁻⁴
Abobo	1 202 261	101	229	+126,7	3,10 ⁻¹²
Yopougon	1 249 953	78	33	-57,7	3,10 ⁻⁵
Total des 11 communes	5 295 040	333	407	+22,2	0,007

DISCUSSION

Notre étude confirme l'importance des VBG dans le District du Grand Abidjan, de plus elle met en évidence une variation importante et contrastée de l'incidence de celles-ci à l'occasion du début de la pandémie de Covid-19 entre mars 2020 et avril 2021.

Néanmoins cette étude souffre de lacunes liées à l'absence de données de population annualisées fiables, à la variabilité de passation des questionnaires par les travailleurs sociaux issus de formations professionnelles variées, à la fréquentation et à l'attractivité variables des centres de santé selon les communes, à la non-insertion de 2 des 13 communes du Grand Abidjan (certes peu peuplées), à la probable amélioration des pratiques des travailleurs sociaux dans un processus encore récent pour eux au moment de l'émergence de la pandémie de Covid-19, à la difficulté des victimes à aborder ces sujets des VBG, ou encore à l'insuffisance des moyens de communication pour le suivi des cas contacts et des difficultés de coordination entre les structures de santé et sociales.

Il semble néanmoins bien avoir eu à Abidjan une aggravation globale des violences et des VBG pendant la pandémie de Covid-19, ce qui a été observé ou redouté ailleurs [1-5].

CONCLUSION

La pandémie de Covid-19 a été marquée par une augmentation globale des cas de VBG dans le Grand Abidjan. Il est donc important de poursuivre cette action des travailleurs sociaux auprès des victimes, en partenariat avec les soignants, en améliorant la coordination (décloisonnement) entre secteurs social et sanitaire.

LIENS D'INTÉRÊTS

Les auteurs ne déclarent aucun lien d'intérêt.

CONTRIBUTION DES AUTEURS

BENIE BI Vroh Joseph: coordonnateur du Projet au niveau du ministère de la Santé

AMETHIER Solange: rédaction du manuscrit

SANGARE Baba: recueil des données du terrain

KROMAN Savané Sita: relecture et correction du manuscrit

KADJO KOUADIO Florence: relecture et correction du manuscrit

Daouda COULIBALY et CHERIF Djibril: coordination de la mise en œuvre de l'enquête

AUTEURS

Solange AMÉTHIER (*1), Savané Sita KROMAN (2, massysavane@gmail.com), Baba SANGARÉ (1, Sangbaba2007@yahoo.fr), Djibril CHÉRIF (2, bekansy_1@yahoo.fr), Florence KADJO KOUADIO (2, judyflo5@yahoo.fr), Daouda COULIBALY (2, daocoul@yahoo.fr), Bi Vroh Joseph BÉNIÉ (2, beniebi2018@hotmail.com)

1. Programme national de prise en charge des orphelins et autres enfants rendus vulnérables du fait du VIH (PN-OEV), BP 1816 Abidjan 08, Côte d'Ivoire

2. Institut national d'hygiène publique (INHP), BPV 14 Abidjan, Côte d'Ivoire

* Auteur correspondant: pnoev.amethier@yahoo.com

RÉFÉRENCES

1. Académie nationale de médecine. Impact de la pandémie de Covid-19 sur les violences domestiques. Paris, France. 18

décembre 2020. www.academie-medicine.fr/wp-content/uploads/2020/12/20.12.18-Covid-19-et-violences.pdf.

2. Milleliri J-M, Coulibaly D, Lamontagne F. La Covid-19 en Côte d'Ivoire (mars 2020 - avril 2021) une année sous le sceau du coronavirus. 2021. Médecine tropicale et santé internationale. Avril 2021. doi: 10.48327/mtsimagazine.n1.2021.102.

3. Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant. Abidjan 2019 Enquête sur la violence faite aux enfants et aux jeunes en Côte d'Ivoire – rapport mars 2020.

4. Ministère du Plan et du Développement: RGPH 2021: Les résultats préliminaires estiment à 28 millions l'effectif total de la population résidente permanente en Côte d'Ivoire. 21 mars 2022. www.gouv.ci/_ministere-une.php?recordID=397.

5. Vaeza M-N. La pandémie de Covid-19 et la violence à l'égard des femmes et des filles. 27 novembre 2020. www.un.org/fr/chronique-onu/la-pand%C3%A9mie-de-covid-19-et-la-violence-%C3%A0-1%E2%80%99%C3%A9gard-des-femmes-et-des-filles.

ANNEXE - GUIDE D'ENTRETIEN

Code de l'incident



Code de survivant(e)

Instructions

- 1- Ce formulaire doit être rempli par un prestataire de service psychosocial
- 2- Veuillez noter que les questions suivies d'un astérisque* doivent être conservées dans le formulaire d'admission et qu'il est obligatoire d'y répondre. Ces questions font partie d'une série minimum de données essentielles à recueillir.

Avant de débiter l'entretien, veuillez-vous assurer de rappeler au bénéficiaire ou à l'adulte qui l'accompagne que toutes les informations qu'il communiquera resteront confidentielles.

A. Informations administratives

A1. Code de l'agent* :	A2. Date de l'entretien (jour/mois/année) *:	A3. Date de l'incident (jour/mois/année) *:
_____	_____	_____

B. Renseignements sur la personne survivante

B1. Sexe* : <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Masculin	B2. Age*/Date de naissance(jour/mois/année) : _____	B3. Nationalité* : N : Nationale E : Etrangère I : Inconnue
B4. Personne en situation de handicap ? * 0. Non 1. Handicap physique 2. Handicap psychique 3. Handicap sensoriel 4. Polyhandicap	B5. Ethnie : _____	B6. Religion : _____
B7. Localité de résidence* : (Mentionner ici la Sous-Préfecture. Pour Abidjan, inscrire la commune) Quartier ou village : _____ Pays (hors Côte d'Ivoire) : _____	B8. Milieu de résidence* : <input type="checkbox"/> U : Urbain <input type="checkbox"/> R : Rural Type de logement : <input type="checkbox"/> Appartement <input type="checkbox"/> Villa <input type="checkbox"/> Maison en bois/banco <input type="checkbox"/> Cour commune <input type="checkbox"/> Case <input type="checkbox"/> Autre Nombre de pièces : _____	B9. Profession de la personne survivante* : <input type="checkbox"/> 1. Elève/Étudiant <input type="checkbox"/> 2. Gérant(e)/Caissière <input type="checkbox"/> 3. Vendeur(se)/Commerçant(e) <input type="checkbox"/> 4. Ménagère <input type="checkbox"/> 5. Planteur <input type="checkbox"/> 6. Fonctionnaire (public/privé) <input type="checkbox"/> 7. Apprenti/Petit métier <input type="checkbox"/> 8. Employé de maison <input type="checkbox"/> 9. Transporteur <input type="checkbox"/> 10. Sans emploi <input type="checkbox"/> 11. Non applicable <input type="checkbox"/> 12. Autre (précisez) _____
B11. Niveau d'instruction* : <input type="checkbox"/> 1. Primaire <input type="checkbox"/> 2. Secondaire 1 ^{er} cycle <input type="checkbox"/> 3. Secondaire 2 nd cycle <input type="checkbox"/> 4. Supérieur <input type="checkbox"/> 5. Non scolarisé <input type="checkbox"/> 6. Non Applicable	B12. Nombre d'enfant en charge de la victime : _____	
B13. Situation matrimoniale de la personne survivante : <input type="checkbox"/> 1. Célibataire <input type="checkbox"/> 2. Marié(e) <input type="checkbox"/> 3. Union libre/En couple <input type="checkbox"/> 4. Divorcé(e)/Séparé(e) <input type="checkbox"/> 5. Veuf/veuve <input type="checkbox"/> 6. Inconnue	B14. Statut de déplacement au moment de la déclaration des faits* : <input type="checkbox"/> 1. Résident <input type="checkbox"/> 2. Rapatrié/Retourné <input type="checkbox"/> 3. PDI <input type="checkbox"/> 4. Ressortissant étranger <input type="checkbox"/> 5. Réfugié <input type="checkbox"/> 6. Demandeur d'asile <input type="checkbox"/> 7. Apatriote <input type="checkbox"/> 8. En mobilité interne/externe <input type="checkbox"/> 9. Inconnu	

Sous-section pour les enfants (personnes survivantes de moins de 18 ans) et les majeurs incapables

B15. L'enfant (ou le majeur incapable) vit-il seul ? * <input type="checkbox"/> 0. Non <input type="checkbox"/> 1. Oui	B17. Taille du ménage où vit l'enfant (ou le majeur incapable) : _____
B16. Si la victime vit avec quelqu'un, quel est le lien de parenté entre lui et cette personne ? <input type="checkbox"/> 1. Parent <input type="checkbox"/> 2. Tuteur <input type="checkbox"/> 3. Membre de la famille Autres (préciser) : _____	B19. Situation matrimoniale actuelle de la personne en charge de l'enfant (ou du majeur incapable) : <input type="checkbox"/> 1. Célibataire <input type="checkbox"/> 2. Marié(e) <input type="checkbox"/> 3. Union libre /En couple <input type="checkbox"/> 4. Divorcé(e)/Séparé(e) <input type="checkbox"/> 5. Veuf/veuve <input type="checkbox"/> 6. Inconnue
B18. Profession de la personne qui s'occupe de l'enfant (ou du majeur incapable) : _____	

C. Détails de l'incident

C1. Récit de l'incident (résumez l'incident dans les termes employés par le bénéficiaire ou l'adulte qui l'accompagne)



C1. Récit de l'incident (suite)

C2. Type de VBG (personne de 18 ans et plus uniquement) * : 1. Viol 2. Agression sexuelle hors MGF
 2b. MGF/Excision 3. Agression physique 4. Mariage Forcé 5. Déni de ressources, d'Opportunité ou de Service
 6. Violence Psychologique ou Emotionnelle

C3. Type d'incident (enfant, personne de moins de 18 ans uniquement) * :

Violences sexuelles :

1. Viol 2. Agression sexuelle (hors MGF)

Abus :

3. Maltraitance Physique 4. Maltraitance Psychologique

Exploitations :

5. Pire forme de travail des enfants 6. Economique

Pratiques Traditionnelles Néfastes :

7. MGF/Excision 8. Mariage d'enfant
 9. Rejet d'enfant selon les coutumes

Négligences :

1. Abandon d'enfant 2. Défaute de déclaration à l'Etat Civil
 3. Défaute de scolarisation 4. Enfant privé de soins

Négligences (suite) :

5. Enfant disparu 6. Déni de ressources, d'opportunités, ...
 7. Autre _____

Statut OEV du fait du VIH

1. Enfant infecté 2. Enfant affecté
 3. Enfant exposé 4. Statut inconnu

(Situation) Autres Vulnérabilités :

1. Enfant dans la rue 2. Enfant de la rue
 3. Enfant en conflit avec la loi 4. Orphelin
 5. Enfant Toxicomane 6. Enfant Non Accompagné
 7. Enfant Séparé 8. Grossesse Précoce 9. Fille-Mère
 10. Autre _____

C4. Forme d'incident liée au Type d'incident subi par l'enfant * :

Maltraitance Physique :

Meurtre Mutilation autre que MGF
 Sévices corporels Privation de nourriture
 Autres (préciser) : _____

Maltraitance Psychologique :

Séquestration Isolement Privation de jeux et loisirs
 Injures répétées Stigmatisation et discrimination
 Autres à préciser : _____

Grossesse Précoce :

Reconnue Non reconnue

Pires formes du travail des enfants :

Enfant associé à un groupe armé Enfant combattant
 Enfant non combattant Travaux dangereux
 Production et vente de stupéfiants
 Traite d'enfants et pratiques analogues

▲ Enfant privé de soins

41. Enfant non vacciné 42. Enfant malnutri
 43. Autres à préciser : _____

Abandon d'enfant :

Enfant jeté (débarras) ; Enfant rejeté
 Autres à préciser _____

▲ Enfant Disparu

51. Enfant enlevé 52. Fugue d'enfant 53. Enfant égaré

Défaute de scolarisation :

Manque d'école Défaute d'inscription à l'école
 Défaute de fournitures scolaires Défaute d'extrait de naissance
 Autres à préciser

Mutilations Génitales Féminines : Excision

Infibulation Insensibilisation Les inclassables

Mariage d'Enfant :

Mariage entre enfants Mariage entre enfant et adulte

Pratiques traditionnelles néfastes :-

Rejet d'enfant selon la coutume (préciser) : _____
 Rejet de l'enfant dit sorcier Rejet de l'enfant dit serpent
 Rejet de l'enfant refusant de se soumettre à un rite coutumier
 Rejet du énième enfant (préciser) : _____
 Enfant banni Autres à préciser : _____

Code de l'incident		Code de survivant(e)
C5. Phase de déplacement au moment des faits* : <input type="checkbox"/> Non déplacé <input type="checkbox"/> Pré-déplacement <input type="checkbox"/> En cours de fuite <input type="checkbox"/> En période de refuge <input type="checkbox"/> Post-déplacement <input type="checkbox"/> En cours de rapatriement ^① / En transit ^① <input type="checkbox"/> Autres : _____ ① Si oui, préciser son lieu de provenance / destination _____ / _____		
C6. Contexte dans lequel l'incident s'est produit* : <input type="checkbox"/> 1. RAS <input type="checkbox"/> 2. Conflit/attaque armé <input type="checkbox"/> 3. Conflit intercommunautaire <input type="checkbox"/> 4. Manifestation politique /syndicale <input type="checkbox"/> 5. Barrage <input type="checkbox"/> 6. Braquage <input type="checkbox"/> 7. Exploitation des ressources de la terre et eau <input type="checkbox"/> 8. Périodes de fêtes <input type="checkbox"/> 9. Autres (préciser) : _____		C7. Moment de l'incident* : <input type="checkbox"/> 1. Matin <input type="checkbox"/> 2. Après-midi <input type="checkbox"/> 3. Soir/nuit <input type="checkbox"/> 4. Non applicable
C8. Lieu de l'incident* : <input type="checkbox"/> 1. Ecole <input type="checkbox"/> 2. Chemin de l'école <input type="checkbox"/> 3. Route/rue <input type="checkbox"/> 4. Brousse/forêt <input type="checkbox"/> 5. Au champ <input type="checkbox"/> 6. Au marché <input type="checkbox"/> 7. Site d'accueil <input type="checkbox"/> 8. Hôtel <input type="checkbox"/> 9. Camps <input type="checkbox"/> 10. Point de Contrôle/Barrage <input type="checkbox"/> 11. Domicile de la victime <input type="checkbox"/> 12. Domicile de l'agresseur <input type="checkbox"/> 13. Autre domicile 14. Autres (précisez) : _____ <input type="checkbox"/> 15. Je ne sais pas		C9. De l'argent, des biens, des avantages et/ou des services ont-ils été échangés en rapport avec cet incident* ? <input type="checkbox"/> 0. Non <input type="checkbox"/> 1. Oui
C10. Type d'enlèvement au moment des faits* : <input type="checkbox"/> 1. Aucun <input type="checkbox"/> 2. Enrôlement forcé dans un groupe armé <input type="checkbox"/> 3. Trafic/Traite <input type="checkbox"/> 4. Autre enlèvement/kidnapping		C11. Cet incident constituait-il une pratique traditionnelle préjudiciable*? : <input type="checkbox"/> 0. Non <input type="checkbox"/> 1. MGF/Excision <input type="checkbox"/> 2. Lévirat/Sororat <input type="checkbox"/> 3. Rite de veuvage dégradant <input type="checkbox"/> 4. Enlèvement de la fiancée <input type="checkbox"/> 5. Grossesse forcée <input type="checkbox"/> 6. Répudiation/Dépossession <input type="checkbox"/> 7. Autres : _____
C12. Sous-Préfecture de perpétration de l'incident* : _____ <i>(Pour Abidjan, mentionner la commune)</i> Quartier ou village : _____		C14. Le bénéficiaire a-t-il été précédemment victime d'autres types de violences déclarées* ? <input type="checkbox"/> 1. Non <input type="checkbox"/> 2. Oui
C13. Milieu de perpétration* : <input type="checkbox"/> U : Urbain <input type="checkbox"/> R : Rural		
C15. L'enfant, son parent ou la personne qui l'accompagne a-t-il/elle déclaré cet incident ailleurs* ? <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <i>(Si oui, sélectionnez le type de service et inscrivez le nom de la structure à laquelle le/la bénéficiaire a déclaré l'incident) ;</i> <i>(Sélectionnez toutes les options correspondantes).</i> <input type="checkbox"/> Services psychosociaux /psychologique _____ <input type="checkbox"/> Services de santé/médicaux _____ <input type="checkbox"/> Police/autre acteur de la sécurité _____ <input type="checkbox"/> Services juridiques et judiciaires _____ <input type="checkbox"/> Programme de réinsertion socio-économique _____ <input type="checkbox"/> Lieu sûr / refuge _____ <input type="checkbox"/> Autre acteur de l'aide humanitaire/au développement _____ <input type="checkbox"/> Autres services publics _____ <input type="checkbox"/> Autres _____		
D. Renseignements sur l'auteur présumé		
D1. Nombre d'auteur(s) présumé(s)* : _____ <input type="checkbox"/> 00. Inconnu		D2. Tranche d'âge du/des auteur(s) présumé(s)* : <input type="checkbox"/> 0. Inconnue <input type="checkbox"/> 1. Moins de 18 ans ; <input type="checkbox"/> 2. 18 ans et plus ; <input type="checkbox"/> 3. Mixte
D3. Sexe du ou des auteur(s) présumé(s)* : <input type="checkbox"/> F : Féminin <input type="checkbox"/> M : Masculin <input type="checkbox"/> FM : Mixte <input type="checkbox"/> I : Inconnu		D4. Nationalité du/des auteur(s) présumé(s) : <input type="checkbox"/> N : Nationale <input type="checkbox"/> E : Etrangère <input type="checkbox"/> NE : Mixte <input type="checkbox"/> I : Inconnu
D5. Principale activité professionnelle du/des auteur(s) présumé(s) * : <input type="checkbox"/> 0. Inconnue <input type="checkbox"/> 1. Enseignant <input type="checkbox"/> 2. Prestataire de santé <input type="checkbox"/> 3. Fonctionnaire (Public/Privé) <input type="checkbox"/> 4. Forces armées légales (Policier/Gendarme/Militaire) <input type="checkbox"/> 5. Dozo/Mercenaire/Milicien <input type="checkbox"/> 6. Dignitaire religieux <input type="checkbox"/> 7. Leader communautaire <input type="checkbox"/> 8. Leader politique <input type="checkbox"/> 9. Planteur/Agriculteur <input type="checkbox"/> 10. Commerçant(e) <input type="checkbox"/> 11. Transporteur <input type="checkbox"/> 12. Etudiant(e)/Elève <input type="checkbox"/> 13. Agent du SNU <input type="checkbox"/> 14. Sans emploi <input type="checkbox"/> 15. Autres (précisez) : _____		
D6. Lien entre le/les auteur(s) présumé(s) et la personne survivante* : <input type="checkbox"/> 0. Inconnu <input type="checkbox"/> 1. Partenaire intime/ex-partenaire <i>(Sélectionnez la première option correspondante)</i> <input type="checkbox"/> 2. Principale personne s'occupant du bénéficiaire <input type="checkbox"/> 3. Membre de la famille <input type="checkbox"/> 4. Superviseur/Employeur <input type="checkbox"/> 5. Camarade <input type="checkbox"/> 6. Enseignant/responsable scolaire <input type="checkbox"/> 7. Prestataire de services <input type="checkbox"/> 8. Colocataire <input type="checkbox"/> 9. Voisin <input type="checkbox"/> 10. Ami de la famille <input type="checkbox"/> 11. Autre membre de la communauté résidente <input type="checkbox"/> 12. Sans lien <input type="checkbox"/> 13. Autre _____		



E. Mesures prévues / mesures prises

E1. Qui vous a référé la personne survivante* ?

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Services de santé/médicaux | <input type="checkbox"/> Leader de la communauté ou religieux |
| <input type="checkbox"/> Services de suivi psychologique/d'aide psychosociale | <input type="checkbox"/> Centre d'accueil/refuge |
| <input type="checkbox"/> Police/autre acteur du secteur de la sécurité | <input type="checkbox"/> Autre acteur humanitaire ou de développement |
| <input type="checkbox"/> Services d'assistance juridique | <input type="checkbox"/> Comité communautaire |
| <input type="checkbox"/> Programme d'aide aux moyens de subsistance | <input type="checkbox"/> ONG |
| <input type="checkbox"/> Auto-renvoi/premier point de contact | <input type="checkbox"/> Organisations syndicales |
| <input type="checkbox"/> Enseignant/représentant scolaire | <input type="checkbox"/> Autres (précisez) _____ |

E2. Précisez l'ensemble des services offerts à la personne survivante dans le cadre de sa prise en charge globale*

1. Médical 2. Psychosocial /Psychologique 3. Psychiatrique 4. Juridique /Judiciaire
 5. Matérielle /Alimentaire 6. Economique/Financier 7. Hébergement temporaire 8. Sécuritaire
 9. Scolarisation /Mise en apprentissage 10. Autres (préciser) : _____

E3. Le bénéficiaire est-il arrivé dans le délai de pec médicale de : *

1. Moins de 48h 2. Moins de 72h 3. Plus de 72h 4. Non applicable

E4. Quels sont les éléments dont la personne a bénéficié au cours de la prise en charge médicale (pour les cas de viol et d'agression sexuelle) * :

1. Test VIH 2. ARV 3. Pilule du lendemain 4. Vaccin antitétanique
5. Vaccin anti hépatite 6. Traitement anti syphilis 7. Autre : _____

E5. Un certificat médical a-t-il été délivré* ?

- N : Non O : Oui NA : Non applicable

E6. Si oui, le certificat médical a-t-il été gratuit ?

0. Non 1. Oui

E7. Avez-vous référé la personne survivante vers d'autres services dans le cadre de sa prise en charge globale ? *

0. Non 1. Oui Si non, pourquoi ? _____

Si oui, combien de références avez-vous fait ? _____

- Préciser les services : 1. Service de santé/médicaux 2. Service de soutien psychologique/d'aide psychosociale
 3. Service psychiatrique 4. Service d'assistance juridique 5. Police/autre acteur du secteur de la sécurité
 6. Programme de soutien matériel ou Alimentaire 7. Programme de soutien économique ou financier
 8. Centre d'accueil/refuge 9. Programme de scolarisation 10. Autres (préciser) _____

E8. La personne victime souhaite-t-elle engager des poursuites en justice ? *

0. Non 1. Oui 2. Pas encore décidé

E9. Si une plainte a été portée, à quelle étape se trouve la procédure ?

1. Affaire classée sans suite 2. Procès en cours
 3. Procès déroulé 4. Auteur en garde-à-vue

E10. Si procès déroulé, quel en est le verdict ?

1. Auteur acquitté 2. Auteur condamné

E11. Si l'auteur a été condamné, quelle est la sentence ?

F. Point d'évaluation

F1. En cas de viol, avez-vous expliqué les conséquences possibles du viol à la personne survivante (ou à la personne qui s'occupe de la personne survivante) ? 0. Non 1. Oui

F2. Décrivez l'état émotionnel du bénéficiaire au début de l'entretien :

1. Effrayé 2. Insensible 3. Honte 4. En colère
 5. Découragé 6. Fatigué 7. Désorienté 8. Agité
 9. Calme 10. Triste/Déprimé 11. Autres : _____

Commentaires Supplémentaires : _____

F3. Décrivez l'état émotionnel du bénéficiaire à la fin de l'entretien :

1. Effrayé 2. Insensible 3. Honte 4. En colère
 5. Découragé 6. Fatigué 7. Désorienté 8. Agité
 9. Calme 10. Triste/Déprimé 11. Autres : _____

Commentaires Supplémentaires : _____